



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 72 – 21 AVRIL 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

GABON : LIBREVILLE
VA ACCUEILLIR LE
4EME FORUM DE LA
BANQUE
ISLAMIQUE DE
DEVELOPPEMENT

AFRIQUE DU SUD :
DEGRADATION DE
LA NOTATION DE 5
ETABLISSEMENTS
FINANCIERS PAR
FITCH

NIGERIA :
NOUVELLE BAISSÉ
DU RYTHME DE
L'INFLATION EN
MARS, A 17,26 %

MADAGASCAR :
PLUS DE 400 M
USD DE DEGATS
SUITE AU PASSAGE
DU CYCLONE
ENAWO

MALI : QUATRE
MISSIONS
PRIORITAIRES POUR
LE NOUVEAU
PREMIER MINISTRE
MALIEN

CAMEROUN :
ACQUISITION DE
DEUX BOEING PAR
LA COMPAGNIE
AERIENNE
NATIONALE CAMAIR

MAURICE : LE
PROJET « MOKA
SMART CITY »
OFFICIELLEMENT
LANCE

TOGO : NOUVEAU
DIRECTEUR
GENERAL A LA
SABER

TANZANIE :
AUGMENTATION DE
LA DETTE PUBLIQUE
A 21,2 Mds USD
EN JANVIER 2017



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Réunion des ministres de la Zone franc

La réunion des ministres des finances de la Zone franc s'est tenue les 13 et 14 avril à Abidjan, en présence de Michel Sapin, ministre de l'économie français. Les participants ont discuté de la situation économique et financière de la zone, évalué l'état de la convergence dans les deux Unions (UEMOA, CEMAC) et débattu de l'expérience des pays africains sur les marchés financiers internationaux. Les ministres ont réaffirmé leur attachement au principe de solidarité pour des réponses concertées face aux défis. Ils ont souligné la nécessité d'intégrer les emprunts internationaux dans une approche globale qui garantit la soutenabilité de leur endettement. Un intérêt général s'est manifesté pour l'initiative Compact with Africa du G20, présentée par la délégation française.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : visite du président soudanais El-Béchir

Le président soudanais Omar El-Béchir a effectué une visite officielle à Addis-Abeba le 4 avril 2017 pour discuter des liens bilatéraux. Selon le communiqué de presse commun au Président soudanais et au Premier ministre éthiopien Halemariam Desalegn, les deux pays ont convenu de lancer une zone de libre-échange, une nouvelle ligne de chemin de fer, de promouvoir l'utilisation équitable de l'eau du Nil et de l'électricité issue du barrage Grand Renaissance (GERD).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : visite de l'Emir du Qatar

L'Emir du Qatar, Cheikh Tamim Bin Hamad Al-Thani et sa délégation se sont rendus à Addis-Abeba du 10 au 11 avril 2017. Cette visite constituait la première de l'Emir en Afrique depuis son accession au pouvoir en 2013. Au cours de son séjour, les entretiens bilatéraux avec le premier ministre Halemariam Desalegn et le président Mulatu Teshome ont porté sur la coopération économique, militaire et diplomatique. L'Emir a indiqué que le Qatar était prêt à soutenir les activités de développement de l'Éthiopie, notamment dans les infrastructures et a convenu de fournir une aide humanitaire face à la sécheresse qui frappe une partie du pays.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : dégradation de la notation de 5 établissements financiers par Fitch

L'agence de notation *Fitch* a dégradé d'un cran la notation à long terme de BBB- à BB+ (un cran en-dessous du grade spéculatif – perspective stable) de 5 institutions financières (Absa Bank, FirstRand Bank, Investec Bank, Nedbank et Standard Bank) et de 4 holdings (Barclays Africa Group Limited, Investec, Nedbank Group et Standard Bank Group). Cette décision intervient de façon logique après la dégradation de la note souveraine, l'agence indiquant d'une part l'importance de l'exposition des banques aux titres d'Etat sud-africain et, d'autre part, que l'augmentation des coûts d'emprunt de l'Etat aura des conséquences sur l'activité et *in fine* sur la situation financière des banques.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : comité de politique monétaire du 10 avril (Banque centrale)

La Banque centrale a abaissé de 50 pdb le taux de facilité de prêt marginal à 22,75 %. Sur le plan monétaire, la Banque centrale a mis en place pour la première fois le taux MIMO (taux du marché interbancaire mozambicain) qui s'impose désormais aux banques. Il est fixé à 21,75 %, soit une perte de 150 pdb pour les banques par rapport au précédent taux de facilité de prêt marginal. S'agissant de la régulation bancaire, les autorités monétaires encouragent très fortement une consolidation du secteur en annonçant que les établissements devront, dans un délai de trois ans, augmenter le ratio de solvabilité de 8 à 12 % et le niveau du capital social réglementaire de 70 M MZN à 1,7 Md MZN.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : nouvelle baisse du rythme de l'inflation en mars, à 17,26 %

L'inflation en mars s'est établie à 17,26 % en g. a. contre 17,78 % en février selon les chiffres NBS ; il s'agit du second mois consécutif de baisse en glissement mensuel. Cette diminution touche notamment les biens alimentaires (+18,44 % contre 18,53 % en février) et les biens alimentaires importés avec 18,1 % (19 % en janvier). L'indice pour le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et autres carburants a progressé de 19 % et celui des transports de 21 %. Cette diminution du rythme de l'inflation intervient alors que la Banque centrale nigériane a vendu 100 M USD aux PME le 11 avril, opération qu'elle renouvelera trimestriellement et par tranche de 20 000 USD maximum par PME selon une circulaire adoptée par la CBN le 10 avril.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le FMI révisé à la baisse la prévision de croissance 2017 à 7 %

Les discussions de la première revue du programme appuyé par les accords FEC et MEDC ont permis aux autorités et au FMI de conclure un accord sous réserve de son approbation par la direction du FMI et par le conseil d'administration. La mission a salué le maintien d'une croissance élevée en 2017 à 7 % en dépit des différents chocs subis par le pays depuis le début de l'année (baisse des cours du cacao, remontée du prix du pétrole, revendications sociales des fonctionnaires et des militaires). La mission a marqué son accord pour relever le plafond de déficit budgétaire de 2017 à -4,5 % du PIB, contre un objectif initial de -3,7 %. L'examen au conseil d'administration est attendu pour juin 2017.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : une aide budgétaire de 10 MEUR de la part de la France

Le Président Alpha Condé a effectué une visite d'Etat à Paris du 11 au 12 avril. A cette occasion, une convention d'aide budgétaire de 10 M EUR a été signée. Neuf accords de partenariat ont été également signés, concernant entre autres la construction de quatre micro-barrages, l'aménagement de pistes rurales (AFD), l'électrification solaire (Akuo Energy, Solvéo Energy), la gestion des déchets de la ville de Kindia (ADEME), l'adduction d'eau à Conakry et Nzérékoré et les études pour la construction d'un hôpital modulaire (FASEP).

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : quatre missions prioritaires pour le nouveau Premier ministre malien

Le Président Ibrahim Boubacar Keita a fixé au nouveau Premier ministre Abdoulaye Idrissa Maïga, quatre missions prioritaires. Il s'agit (i) de mettre en œuvre dans les meilleurs délais, le programme présidentiel d'urgence sociale sur la période 2017-2020 qui concernera les secteurs de l'eau, de l'éducation, de l'énergie, de la santé et des pistes rurales, (ii) de parachever la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, (iii) d'apaiser le climat social, et (iv) d'adapter la diplomatie malienne aux exigences régionales et internationales.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : plus de 400 M USD de dégâts suite au passage du cyclone Enawo

Selon l'évaluation préliminaire menée par le gouvernement malgache et les partenaires techniques et financiers, les pertes économiques liées au passage du cyclone Enawo, les 7 et 8 mars dernier, dépassent 400 M USD, soit 4 % du PIB. Ces pertes correspondent aux dégâts sur les infrastructures et dans le secteur agricole. En effet, dans les zones nord et nord-est, plus de 40 000 maisons, 3 300 salles de classes et 100 centres de santé ont été endommagés. De plus, les pertes agricoles sont évaluées à 207 M USD dont 164 M USD dans la filière vanille. Le rapport fait état de 81 décès et plus de 434 000 personnes sinistrées. Enawo est le cyclone le plus violent qui a frappé Madagascar depuis 2004.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : augmentation de la dette publique à 21,2 Mds USD en janvier 2017**

Lors du dépôt du rapport 2015/2016 au Parlement par l'Auditeur général (CAG), ce dernier a averti que la dette publique pourrait doubler au cours des cinq prochaines années. La dette de la Tanzanie a augmenté de près de 2,2 Mds USD en un an à fin janvier 2017 pour atteindre 21,2 Mds USD (soit plus de 40 % du PIB). L'Auditeur général attribue cette évolution à l'augmentation des emprunts rendue nécessaire pour financer l'ambitieux programme d'investissements national et compenser la réduction de l'aide extérieure. En 2016/17 le service de la dette représenterait 1,8 % du PIB selon le FMI et ce dernier juge le risque de surendettement comme faible.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : la France toujours en tête pour les IDE à Maurice en 2016**

Selon la Banque Centrale de Maurice, le volume des IDE a fortement progressé l'an dernier (+ 40,2 %), passant de 249 M EUR en 2015 à 349 M EUR en 2016. L'immobilier (résidentiel, principalement) reste très largement en tête avec 73 % du total des investissements, devant les services financiers (15 %), le secteur manufacturier (4 %) et la construction (4 %). La France reste, de loin, la première source des IDE avec 33 % du total, devant la Chine (18 %), l'Afrique du Sud (15 %), les Emirats Arabes Unis (7 %) et le Royaume-Uni (5 %). A l'inverse, le montant des investissements effectués à l'étranger par des entreprises mauriciennes a chuté, en passant de 62 M EUR en 2015 à 46 M EUR en 2016.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : l'inflation sensiblement à la hausse au cours des derniers mois**

Selon Statistics Mauritius, les prix se sont légèrement accélérés au cours des derniers mois, passant de 0,8 % en octobre 2016 à 1,3 % en mars 2017 en glissements annuels. Les majorations de prix les plus significatives sont enregistrées sur les produits alimentaires, en particulier les légumes et des boissons non alcoolisées. D'après l'institut de statistiques, le PIB de Maurice devrait franchir la barre symbolique des 400 Mds roupies en 2017 (soit un peu plus de 10 Mds EUR), ce qui représenterait une hausse de 3,8 % par rapport à 2016 (385 Mds roupies, soit 9,9 Mds EUR). Le taux de chômage devrait rester stable à 7,7 %.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : deuxième baisse consécutive du taux directeur de la Banque centrale depuis le début de l'année à 11 %**

La *Bank of Uganda* a de nouveau réduit le taux d'intérêt directeur de 50 points de base, ce qui le porte à 11 % en avril 2017. C'est la deuxième baisse consécutive de ce taux depuis le début de l'année. La BoU justifie sa décision par la baisse de l'inflation enregistrée en mars mais aussi à la stabilité du shilling ougandais sur les marchés financiers, qui s'est apprécié de 1,2 % par rapport au dollar depuis le 1^{er} janvier. Cette appréciation a été portée par une faible demande de dollars par les entreprises locales, d'importantes recettes à l'exportation et des transferts de fonds associés aux activités des organisations non gouvernementales.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Le Nigéria adopte des mesures de protection sur le secteur de la tomate.

Les autorités fédérales ont annoncé le 11 avril une augmentation de 50 % du tarif douanier sur le concentré de tomate. Cette annonce s'inscrit dans un cadre juridique plus large destiné à protéger cette industrie : suppression des droits d'importation d'équipements agricoles et de l'importation de produits à base de tomates ; réduction de leur importation pour les ports, ainsi qu'un soutien aux investissements pour la production et la transformation de tomate. Pour information, le Nigéria importe près de 150 000 tonnes métriques de concentré de tomates chaque année, pour une valeur de 170 M USD. L'usine de transformation de tomate de Dangote a par ailleurs rouvert fin mars après 10 mois d'arrêt pour travaux.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : le pays adopte la carte d'identité biométrique CEDEAO

L'Assemblée nationale burkinabé vient d'adopter le projet de loi portant institution de la carte d'identité biométrique. Cette carte, instituée par une décision communautaire, permettra de faciliter la mobilité inter-régionale, de lutter contre les trafics et migrations illicites et de répondre aux enjeux actuels de sécurité. Elle a vocation à remplacer les huit millions de cartes nationales d'identité burkinabé en circulation et servira aussi de carte de santé et de permis de conduire. A ce jour, le Sénégal est le seul pays à avoir mis en place les structures pour un démarrage effectif de la fabrication des cartes d'identité CEDEAO.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : nouvelles mesures en faveur de l'amélioration du climat des affaires

Des décisions en matière d'amélioration du climat des affaires ont été actées par le conseil des ministres du 13 avril. Il s'agit entre autres de la modification de la loi portant fonctionnement du Tribunal de commerce (notamment pour le traitement des litiges) et d'un décret visant à mettre en conformité avec la réglementation de l'Ohada la détermination du capital social des sociétés à responsabilité limitée. Par ailleurs, les députés ont adopté la veille un projet de loi permettant aux entreprises de pouvoir lever des ressources sur les marchés des capitaux pour des sociétés non cotées comme les PME.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : l'accès à la propriété foncière, thématique centrale du dernier Economic Update de la Banque mondiale

La Banque mondiale a présenté le 12 avril son étude semestrielle sur l'économie kényane. Sur le volet conjoncturel, la prévision de croissance pour 2017 a été revue à la baisse à 5,5 % (contre 6,0 % auparavant). La Banque analyse surtout l'accès à la propriété, jugé inabordable pour la majorité de la population. Au Kenya, seuls 50 000 logements seraient construits chaque année et seuls 25 000 prêts immobiliers seraient octroyés. Pour répondre à la demande croissante de financement du logement par les ménages, la Banque recommande notamment de mettre en place un organisme de garantie des crédits immobiliers et de recourir aux PPP pour la construction et la gestion de parcs immobiliers.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : atelier de validation du PADEIR**

L'atelier de validation du Programme d'Appui au Développement des Exportations et à l'Intégration Régionale (PADEIR), co-organisé par le Ministère du Commerce et de la Consommation et l'Union Européenne, s'est tenue à Antananarivo le 6 avril 2017. Le PADEIR doit être financé sur le Programme Indicatif Régional du 11^e FED pour un montant de 10 M EUR sur 5 ans. Il vient en appui aux quatre pays signataires de l'Accord de Partenariat Economique intérimaire (APE-i) d'Afrique Orientale et Australe avec l'UE. Lors de cet atelier, l'UE s'est engagée à appuyer Madagascar sur les aspects d'amélioration de l'accès aux marchés européens, ainsi que sur le renforcement de la compétitivité des secteurs de production et les possibilités de tirer avantage des opportunités offertes par l'APE.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : première position publique de la nouvelle administration américaine**

A l'occasion d'une réunion du Conseil de Sécurité des Nations Unies consacrée au Darfour, la représentante américaine Nikki Haley a indiqué que le Soudan devait soutenir le processus de paix au Darfour, protéger les civils, prévenir les violences communautaires et aller au-delà des promesses de faire mieux et en montrer les preuves. Parallèlement, lors d'un voyage récent au Darfour, le représentant français adjoint au Conseil de Sécurité a indiqué que le Soudan devait jouer entièrement son rôle, en lien avec sa responsabilité principale de protéger les civils et s'assurer que les conditions de retour des déplacés étaient réunies.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Nigéria : détails sur le plan à paraître de redressement du secteur de l'électricité.**

Selon Business Day, qui a eu accès au Power Sector Recovery Implementation Programme (PSRIP) qui sera bientôt lancé par les autorités, le gouvernement prévoit de lever 7,6 Mds USD sur les cinq prochaines années au moyen de financements auprès de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et via la vente de trois centrales électriques publiques. Le PSRIP a pour objectif de réhabiliter le secteur électrique nigérian, dont les défauts de productivité actuels feraient perdre chaque année environ 29,3 Mds USD à l'économie du pays. Par ailleurs, le gouvernement a commencé à s'acquitter de sa dette auprès des sociétés de distribution d'électricité, comme cela est prévu par le PSRIP.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : création d'un fonds annuel pour financer les start-up du pays**

Le gouvernement a entériné la création d'un Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES) d'un montant de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) sur cinq ans, pour faciliter l'éclosion d'au moins 500 petites et moyennes entreprises. Dénommé Burkina Start Up, ce fonds devrait être lancé en mai 2017. Il couvrira les entreprises en cours de création ou celles ayant moins de cinq ans d'activité avec pour objectif de consolider leur croissance. Le programme cible tous les secteurs d'activité, avec une attention particulière accordée à l'innovation et au potentiel de croissance.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : signature de conventions de financement dans le cadre de la reprise des prêts souverains de l'AFD**

En marge de la réunion des ministres des finances de la Zone franc, le ministre français l'Economie et des finances et le Premier ministre ivoirien ont procédé à la signature de trois conventions de financement. La 1ère porte sur un prêt souverain de l'AFD de 120 M EUR destiné au programme d'accès à l'électricité et de production d'énergies renouvelables (réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Buyo, électrification rurale, branchements sociaux...). Elle marque la reprise effective des prêts souverains de l'AFD à la Côte d'Ivoire. La 2ème, destinée à ce même projet, est une subvention de l'UE déléguée à l'AFD (34 M EUR). La dernière convention, de 61 M EUR, est relative au projet « eau et assainissement » du 2ème C2D.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : la France accorde une aide budgétaire de 10 M EUR pour 2017**

En marge de la réunion des ministres des finances de la Zone franc organisée à Abidjan les 13 et 14 avril dernier, une aide budgétaire de 10 M EUR pour l'année 2017 a été signée en faveur du Niger par les ministres français et nigérien des Finances. Cette aide se décompose en 7 M EUR non affectés et 3 M EUR affectés au paiement des arriérés de l'Etat envers les sociétés gérant les services publics d'électricité et d'eau. Le Niger est ainsi, pour l'année 2017, le premier pays de la zone à bénéficier d'une aide budgétaire française.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : le projet « Moka Smart City » officiellement lancé

« *Moka Smart City* », un nouveau projet de ville intelligente a été lancé par le groupe *ENL*. Selon ses concepteurs, le projet s'articulera autour du concept « *Live, Work & Play* » et devrait générer quelques 3 500 emplois. L'accent sera mis sur les transports en commun, les voies piétonnes et cyclables qui relieront *Vivea Business Park* au quartier d'Helvétia ainsi qu'au futur centre d'affaires prévu à Telfair. A long terme, le site pourrait être traversé par un tram électrique. Le coût du projet est estimé à 650 M EUR sur 10 ans. Avec un chiffre d'affaires de 330 M EUR en 2016 et des actifs évalués à près de 1,5 Md EUR, *ENL* est le 3^e groupe d'affaires mauricien.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : mise en construction du Standard Gauge Railway

La construction de la première phase de la ligne ferroviaire à écartement standard (*Standard Gauge Railway*, SGR), qui reliera dans un premier temps Dar es Salam à Morogoro, a débuté. Ce tronçon entièrement électrique et long de 205 km permettra une vitesse de croisière de 160 km/h et le transport de 17 Mt de fret par an. Son montant est estimé à 1,14 Md EUR. Le projet global du SGR reliera sur près de 1 700 km la Tanzanie au Burundi et au Rwanda et son coût est estimé à 7,1 Mds EUR. L'Ouganda pourrait s'associer au projet. La maîtrise d'ouvrage est confiée à un consortium turco-portugais, Yapi Merkez Insaat Ve Sanayi et Mota-Engil. La *Türk Eximbank* devrait financer ce premier tronçon. En revanche, le financement de la totalité du projet reste incertain.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : un protocole d'accord pour la réhabilitation du chemin de fer

Le 12 avril à Brazzaville, le gouvernement a conclu un protocole d'accord avec l'entreprise publique chinoise China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC) pour la réhabilitation du Chemin de fer Congo océan (CFCO). L'accord prévoit également la construction de près de 1800 km de nouvelles lignes ferroviaires qui devront relier Pointe-Noire à Oyo (département Cuvette-est) et rejoindre, depuis Brazzaville, le département de la Shanga (Nord-Ouest). La CCECC procédera aux études de faisabilité pour évaluer les coûts puis négocier les conditions de réalisation des travaux. Suite à la destruction de deux ponts dans le Pool, le CFCO est à l'arrêt entre Pointe-Noire et Brazzaville depuis le 2 novembre 2016.

✉ marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Congo-Brazzaville va créer un fonds de garantie au financement des PME

Le ministère des PME a mandaté le cabinet Ernst & Young pour mener l'étude de faisabilité du Fonds d'impulsion de garantie et d'accompagnement des PME (FIGA) pour faciliter le financement des PME, confrontées à des difficultés d'accès aux crédits. Le FIGA, qui entend assister 12.000 PME, va remplacer le Fonds de garantie et de soutien aux PME (FGS) de l'État congolais, qui n'a jamais fonctionné. Afin de favoriser la participation majoritaire des banques privées et des institutions financières, ce nouveau Fonds prendra la forme d'une société anonyme de droit privé, dotée d'un capital avec une faible participation de l'État.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Côte d'Ivoire : un accord historique sur la commercialisation du cacao avec le Ghana

Le Conseil café-cacao ivoirien et le Cocoa board ghanéen viennent de procéder à la signature d'un accord-cadre historique entre les deux pays. Cet accord, né sous l'impulsion des deux chefs d'Etats, marque la volonté des deux pays d'élaborer des politiques communes et concertées de commercialisation et de la valorisation du cacao. Il encadre le niveau de production, la vente du cacao, le trafic transfrontalier, la promotion de la consommation nationale, la transformation et les accords avec les organisations internationales intervenant dans le secteur. La Côte d'Ivoire et le Ghana cumulent, à eux seuls, 60 % de parts du marché mondial du cacao.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : la production d'huile de palme certifiée RSPO

Le Président de la République, M. Ali BONGO ONDIMBA, a inauguré la plus grande usine d'huile de palme d'Afrique, mardi 11 avril dernier à Mouila (400 km au sud de Libreville). Fruit d'un partenariat entre le gouvernement et l'entreprise singapourienne Olam, l'usine pourrait produire 90 tonnes d'huile par heure. La production gabonaise d'huile de palme vient d'ailleurs de recevoir le label RSPO, décerné par la Table Ronde pour l'Huile de Palme Durable. RSPO est une association basée à Zurich et Kuala Lumpur qui réunit différents acteurs de la chaîne de valeur de l'huile de palme, afin de développer des standards mondiaux de production durable.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : Seriti Resources rachète plusieurs mines de charbon fournissant la matière première d'Escom

L'opération s'élève à 2,3 Mds ZAR. D'autres ventes de mines de charbon sont envisagées par Anglo American, ce qui ferait de Seriti le deuxième fournisseur de la compagnie publique Eskom. Les opérations comprennent les gisements New Vaal, New Denmark, Kriel ainsi que quatre mines de charbon fermées.

✉ yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : l'agence d'Etat chinoise Sasac aurait donné son aval au lancement du premier projet de LNG au Mozambique

La majeure chinoise CNPC doit néanmoins encore obtenir l'approbation de la National Development and Reform Commission afin de pouvoir investir dans l'usine flottante FLNG du bloc 4. De son côté BP donne une ultime chance au projet en repoussant d'un mois la période de validité de son offre d'achat de la totalité de la production du FLNG.

✉ yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : les futures recettes pétrolières kényanes directement versées au National Treasury.**

Alors que le champ pétrolier du lac Turkana devrait entrer dans une phase d'exploitation pilote en juin, les revenus pétroliers seront directement versés au *National Treasury*. Initialement, un fonds souverain devait être créé pour allouer les recettes pétrolières, mais le projet de loi instituant ce fonds est toujours à l'étude au Parlement et les analystes sont sceptiques sur l'aboutissement de cette procédure législative. Les autorités kényanes espèrent que ce champ, dont les réserves sont estimées à 750 millions de barils, produira à terme 80 000 bpij et générera 1,5 Md USD de recettes fiscales annuelles supplémentaires.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : baisse du tarif d'électricité**

L'Autorité de régulation de l'électricité (ERA) a annoncé une diminution du tarif de l'électricité de 1,3 % à 1,6 % selon les types de consommateurs. A partir du deuxième trimestre 2017, les ménages paieront 687,1 UGX/Kwh (0,19 USD) contre 696,9 UGX (0,20 USD) auparavant, alors que les entreprises bénéficieront d'une baisse de 1,3 %. Cette baisse des tarifs a été rendue possible par l'augmentation actuelle des capacités de production. Selon le ministère de l'Energie, l'électricité produite en Ouganda devrait passer de 850 à 1 600 mégawatts après l'achèvement, d'ici 2019, des deux projets de centrales hydroélectriques situés à Karuma et Isimba.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : nouveau directeur général à la SABER**

M. Adji Otèth Ayassor, ancien ministre togolais de l'économie, a été désigné directeur général par intérim de la Société africaine des biocarburants et des énergies renouvelables. Basée à Lomé, la SABER regroupe dans son capital 15 Etats africains (Bénin, Burkina, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo) et six institutions financières (BIDC, International Energy Insurance (IEI) du Nigeria, ECOBANK, FAGACE, et la Nigeria EXIM Bank). Elle vise à promouvoir et financer des projets d'énergie renouvelable, ainsi que l'efficacité énergétique dans les secteurs public et privé. La direction de la SABER était vacante depuis le décès, début 2017, du sénégalais Thierno Bocar Tall.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Namibie : le groupe Airbus propose ses services au gouvernement pour lutter contre la pêche illégale**

Le vice-président Afrique du groupe Airbus a proposé au gouvernement de lui fournir des hélicoptères et des satellites à travers la création d'une entreprise publique. Les revenus générés par la saisie des navires de pêche illégaux compenseraient cette dépense en équipement. Airbus a également indiqué que des solutions avaient été proposées à Air Namibia pour rentabiliser la liaison Windhoek/Francfort, qui souffre d'importantes pertes, en raison de l'immobilisation de l'avion sur le tarmac de l'aéroport allemand.

✉ yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : la signature des accords d'achats d'électricité (PPA) par Eskom dans le cadre REIPPPP repoussée**

Initialement prévue le 11 avril, la nouvelle date pour la signature des contrats n'est pas encore connue. Cette décision fait suite au changement des Ministres de l'Energie et des Entreprises Publiques et affecte 37 projets d'une valeur totale de 58 Mds ZAR et d'un potentiel de 13 000 emplois dans la construction.

✉ yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : la Cour suprême du Gauteng Nord ordonne la réintégration du conseil d'administration de PRASA**

La Cour a jugé que l'ancienne ministre des Transports Dipuo Peters avait agi de façon irrationnelle en licenciant le conseil d'administration de PRASA. Remettant en cause cette décision, tout comme la nomination d'un conseil intérimaire, la Cour a ordonné la réintégration du conseil précédent et le paiement des frais juridiques occasionnés.

✉ yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : le Cap entre dans la REDvolution avec l'ouverture du 1^{er} hôtel Radisson RED**

Avec un design fortement inspiré par l'art, la musique et la mode, ce nouvel hôtel Radisson RED constitue un tournant dans l'industrie hôtelière sud-africaine. Situé en plein cœur du Silon District, cet hôtel séduira les touristes cherchant une expérience unique en accord avec la dynamique artistique du Cap. L'hôtel comportera 252 chambres ultra-modernes, une salle de gym, 4 salles de réceptions. Cet hôtel ouvrira au 3^{ème} trimestre 2017 et sera le 4^{ème} mondial de la marque RED du groupe Radisson Carlson Rezidor. Le groupe Radisson compte tirer parti de l'ouverture le 27 septembre 2017 du plus grand musée dédié à l'art contemporain africain, le Zeitz Museum of Contemporary Art Africa.

✉ marine.abondance@businessfrance.fr

▼ **Nigéria : perte de revenu pour le secteur aéroportuaire en 2016**

Les chiffres NBS concernant le secteur aérien au dernier trimestre 2016 sont parus, faisant état d'une augmentation en volume pour les services de fret comme de courrier, mais d'une diminution du nombre d'avions enregistrés au départ et à l'arrivée. Les revenus du secteur (-4,9 % entre 2015 et 2016) ont diminués en 2016. Le quatrième trimestre enregistre la chute la plus forte, avec une diminution de 13,3 % en g.a. L'aéroport d'Abuja devrait par ailleurs rouvrir ses portes au 19 avril, comme prévu, les travaux étant finalisés à 96 % au 14 avril d'après le ministre de l'Aviation Hadi Sirika, qui a également réitéré son appel aux investisseurs privés à se positionner sur des concessions pour les principaux aéroports du pays.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali: levée du mot d'ordre de grève dans le secteur de la santé**

Suite à un accord avec le gouvernement, les travailleurs du secteur de la santé au Mali ont mis fin à une grève qui paralysait les hôpitaux depuis le 9 mars 2017. Les syndicats en grève exigeaient entre autres une augmentation des salaires et des emplois pour les travailleurs contractuels. Huit des neuf revendications ont été acceptées par le nouveau gouvernement, notamment la prime de garde qui passe de 38 à 152 EUR.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Niger : Orange obtient gain de cause dans son litige avec l'Etat

Depuis septembre 2016, Orange négociait avec les autorités nigériennes afin de faire évoluer une fiscalité jugée confiscatoire et mettant en péril l'avenir de ses activités dans le pays. Ces négociations, menées avec le soutien de l'Ambassade de France à Niamey, ont abouti à la signature le 5 avril 2017 d'un accord entre les deux parties. Il a été décidé de la suppression de la taxe sur les appels téléphoniques entrants (dite 'Tattie'), en contrepartie d'investissements de la part d'Orange qui garantiront la neutralité budgétaire de cette mesure. D'autres aménagements fiscaux et levées de pénalités ont été acquis telle que la pression fiscale réduite de 43 % à 30 % dès 2018.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : acquisition de deux avions par la compagnie aérienne nationale Camair Co

La Camair-Co a acquis définitivement deux avions Boeing 737-700 dont la location depuis 2011 lui a coûté près de 19 Mds FCFA. La compagnie aérienne nationale dispose à présent d'une flotte de 5 avions dont elle est propriétaire. Pour mémoire, le cabinet américain Boeing Consulting a proposé en 2016 un plan de relance de la compagnie, d'un montant de 60 Mds FCFA dont 30 Mds FCFA ont déjà été apportés par un pool bancaire. Ce plan prévoit, entre autres, l'apurement d'une dette de 35 Mds FCFA, le redimensionnement du réseau à près de 23 destinations, la modernisation de la flotte avec le passage de cinq aéronefs à douze et la mise en place d'un plateau technique pour la maintenance des avions sur place.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Burkina Faso : visite officielle du Président Kaboré à Paris

Le Président burkinabé s'est rendu en visite officielle à Paris du 12 au 15 avril sur invitation du Président de la République. Cette visite a permis de faire le point sur la coopération entre la France et le Burkina Faso et de faire le tour d'horizon des questions économiques et sécuritaires. En matière économique, le Chef de l'Etat a salué la participation de la France à la table ronde des partenaires du Burkina Faso tenue à Paris en décembre 2016 et a souligné la nécessité de mettre en œuvre le plus rapidement possible les engagements pris à cette occasion.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : lancement de l'International ICT Expo Ethiopia

L'Ethiopie lance une exposition internationale TIC (*International ICT Expo*) sous le thème de « *Digital Ethiopia* ». L'évènement aura lieu du 28 juin au 2 juillet 2017 au *Millenium Hall* d'Addis-Abeba. Il s'agit d'un forum pour connecter les entreprises locales et internationales, mais aussi pour permettre la rencontre entre les décideurs politiques et la communauté d'entreprises.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Business France sur le salon des hydrocarbures CIEHC-3

Accompagnées par Business France, quatre entreprises françaises exposeront à la troisième Conférence internationale et exposition sur les hydrocarbures au Congo (CIEHC-3), qui se tiendra du 24 au 26 Avril 2017 au Palais des Congrès de Brazzaville autour du thème "L'industrie du pétrole congolaise : défis et perspectives". Au programme : des conférences, un salon commercial, des ateliers interactifs et un dîner de remise des prix aux acteurs du secteur pétrolier et gazier congolais. Le salon abordera la mise en œuvre du nouveau code des hydrocarbures du Congo et le lancement du projet Moho Nord.

✉ marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : Libreville va accueillir le 4ème forum de la Banque Islamique de Développement

Le 3ème forum annuel des fonds souverains des gouvernements des Etats membres de la BID s'est récemment tenu à Bali, en présence de la délégation gabonaise composée du Ministre des PME, M. Biendi MAGANGA MOUSSAVOU et du Directeur général du Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS), M. Serge MICKOTO. Le Gabon y a été désigné comme hôte de la prochaine édition de la rencontre, après l'Arabie Saoudite et le Maroc. Le Forum de la BID a réuni les experts de la finance islamique et les patrons de fonds d'investissements, pour débattre des problèmes de développement et d'ordre institutionnel.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris -Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays :
<http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>

AVEC LE CONCOURS DE :

